



27 Boulevard Saint Martin – 75003 PARIS

Site : <http://www.sitecommunistes.org>

Hebdo : hebdo@sitecommunistes.org

Courriel : communistes@sitecommunistes.org

<https://x.com/PRCommunistes>

27/05/2026

En Bolivie, les prolétaires s'organisent !

Et c'est classe contre classe !

Depuis plusieurs semaines, la Bolivie est secouée par une vague de mobilisations d'une force exceptionnelle. Grèves, blocages routiers, marches et occupations symboliques rassemblent mineurs, paysans, enseignants, transporteurs, communautés indigènes et quartiers populaires. Porté essentiellement par la Centrale ouvrière bolivienne (COB), ce large mouvement exige la démission du président Rodrigo Paz. Son ampleur et sa détermination rappellent les grands cycles de lutte du début des années 2000.

Le déclencheur immédiat est la loi 1720, une contre-réforme agraire permettant la saisie des terres paysannes au profit de l'agro-industrie. Rapidement, la colère s'est élargie à d'autres revendications : hausse des salaires face à l'inflation, refus des privatisations, défense des services publics et contrôle populaire sur les ressources naturelles. Le mot d'ordre « Bolivia no se vende » (La Bolivie n'est pas à vendre) résume l'aspiration à la souveraineté nationale, aux droits des travailleurs et à l'autodétermination des peuples.

Un sachet de lait d'un litre, importé du Pérou, coûtait 6,5 bolivianos (environ 80 centimes d'euro) au printemps 2025. Aujourd'hui, il coûte 10,5 bolivianos (1,30 euro). Les tickets de bus ont doublé de prix. Les subsides pour l'essence à la pompe ont été supprimés, les loyers ont explosé. Les enseignants et les mineurs exigent des salaires plus élevés, ils veulent 20 % de plus afin de compenser l'inflation galopante. En outre, le président Paz, élu en novembre dernier, représentant la droite, les grands propriétaires, et les multinationales US, a supprimé l'impôt sur les grandes fortunes, tout en annonçant dans le même temps des économies et la suppression des subsides aux carburants. L'inflation ronge beaucoup les salaires réels. Le pouvoir d'achat d'une famille moyenne a baissé, en moyenne de 30 à 40 %.

Au 22^{ème} jour de grève, le 25 mai, la mobilisation gagne en ampleur. La seule concession du président fut d'annoncer une réduction de 50% de son salaire et de celui de ses ministres, une mesure symbolique, n'ayant rien à voir avec les revendications des grévistes, présentée comme une contribution de son gouvernement à « l'effort » national. Et il a renouvelé son refus de négocier. La police débordée, le président a proclamé l'état de siège, ce même 25 mai, et envoyé l'armée en renfort pour démanteler les barricades ouvrières qui encerclaient la capitale. La population s'est dispersée, puis s'est regroupée et a réinstallé des barrages routiers à d'autres endroits sur les mêmes autoroutes donnant accès à la capitale. Plus globalement, il est à noter la force de l'organisation de la protestation sociale. Toute la mobilisation étant préparée et planifiée collectivement, jusque dans les moindres détails. Aux barrages routiers, les grévistes laissent passer juste les bonnes quantités de tomates, d'oignons et de pommes de terre de sorte que la situation reste supportable concernant la communauté. Et juste assez d'essence afin que les chauffeurs de bus et les *taxistas* ne se retrouvent pas complètement sans revenus.

La grève générale secouant actuellement la Bolivie n'est pas un mouvement spontané, mais le fruit de décennies de lutte militante contre l'exploitation impérialiste et le néocolonialisme. Les masses indigènes, les communautés rurales, les principales fédérations minières, les syndicats et les militants du Mouvement vers le socialisme d'Evo Morales paralysent l'économie du pays. Rappelons qu'Evo Morales renversé par un coup d'État ultra réactionnaire, dû s'exiler temporairement au Mexique. L'élection présidentielle qui suivit ramena au pouvoir le MAS (parti de Morales), mais les représentants de la droite du parti, conduits par Luis Arce. Comme l'ensemble de la « gauche » latino-américaine depuis vingt ans, Arce tergiversa devant les mesures radicales et s'aliéna les classes populaires. Résultat, il fut battu à plate couture lors de l'élection présidentielle qui vit la victoire finale de Paz, alors que Morales et ses partisans avaient appelé à l'abstention, laquelle fut massive. La partie du MAS restée fidèle à la ligne révolutionnaire, incarnée par Morales, joue un rôle essentiel dans cette bataille. Ils ont

lancé un ultimatum de 90 jours au régime de Rodrigo Paz, exigeant sa démission ou la tenue de nouvelles élections, menacé d'intensifier les actions si leurs revendications ne sont pas satisfaites.

Les dirigeants des pays impérialistes occidentaux appellent au « respect de la démocratie », c'est-à-dire soutiennent le réactionnaire Paz, et les *media*, notamment en France, font le plus grand silence sur ce qui se passe en Bolivie, ou évoquent le chaos en diffusant des images des violences, au risque de montrer celles de la police et de l'armée. La Bolivie est entrée dans une nouvelle période de confrontation sociale dont l'issue dépendra du rapport de forces entre le peuple organisé et les classes dominantes soutenues par l'impérialisme.

Les travailleurs boliviens rappellent aujourd'hui une vérité fondamentale et envoient un message aux travailleurs du monde, et les militants de la CGT, qui seront en congrès la semaine prochaine, devraient entendre : la seule issue progressiste réside dans l'organisation indépendante du mouvement ouvrier et populaire, dans l'unité des travailleurs des villes et des campagnes, et dans la lutte pour une transformation socialiste de la société.

Le Parti Révolutionnaire Communistes soutient sans réserve les revendications des prolétaires boliviens et se tient à leurs côtés dans leur lutte essentielle.

[© Copyright](#)